

En définitive, si l'analyse de cet « épisode de la Résistance en Centre-Bretagne » s'appuie sur des sources contemporaines des faits ou à peine postérieures, on peut regretter que la critique n'en soit pas faite. Tout historien sait que tous les rapports (police, gendarmerie, préfecture, etc.) sont destinés à un supérieur hiérarchique à un instant donné. Si on les prend au premier degré, nombre de rapports d'officiers de gendarmerie ou d'inspecteurs de police, rédigés moins d'un mois avant leur arrestation par les forces allemandes pour faits de résistance, feraient d'eux des collaborateurs avérés ! Quant aux sources judiciaires, ici celles de l'épuration, il faut bien entendu les considérer en prenant en compte leurs conditions de production, ce qui n'est pas toujours clairement dit.

C'est pourquoi la publication de documents (3^e partie de l'ouvrage) est en soi intéressante, mais l'avertissement qui précède cette troisième partie aurait pu rappeler ces conditions de production, il est dommage que ce ne soit pas fait.

Au total, une enquête qui s'efforce d'éclairer un point de l'histoire de cette période en Bretagne, mais entachée par des règlements de compte qui n'ont pas leur place dans un travail qui prétend relever de l'histoire. Cela va finalement à l'encontre de ce qu'elle souhaite elle-même dans sa conclusion.

Jacqueline SAINCLIVIER

Gilles SIMON, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010, 409 p.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de sciences politiques soutenue à l'université Rennes 1 en décembre 2008. Il est accompagné d'un cahier de 32 pages de 60 documents iconographiques, essentiellement des tracts, caricatures et photographies (en noir et blanc et en couleurs), qui retracent les principaux moments et les mécanismes des luttes antinucléaires. L'objet et la problématique de l'étude du « mouvement antinucléaire en Basse-Bretagne (1974-1986) » sont clairement définis dans le titre de l'ouvrage mais, pour des raisons de taille, l'auteur a arrêté son récit à l'annonce de l'abandon de la construction de la centrale de Plogoff en mai-juin 1981. La réalisation de la promesse de campagne du candidat Mitterrand résulte d'une mobilisation antinucléaire réussie. Le « plan Messmer », décidé le 5 mars 1974, devait doter la France de 200 centrales nucléaires en l'an 2000 pour répondre aux défis du premier choc pétrolier et assurer partiellement l'indépendance énergétique du pays. Sa mise en œuvre se déploie tout au long du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, provoquant de fortes réactions. S'appuyant sur la documentation disponible, en particulier la presse régionale et l'interview de 60 acteurs, Gilles Simon analyse en huit chapitres les processus de mobilisation des adversaires de la construction d'une centrale nucléaire en Basse-Bretagne, un autre site étant retenu au Pellerin en Basse-Loire et abandonné. Partant de l'hypothèse que les

acteurs ne sont nullement des « professionnels » de l'action politique et s'appuyant sur les concepts et schémas d'analyse des mouvements sociaux des politologues et sociologues français et américains, l'auteur cherche à déconstruire les processus d'apprentissage des luttes antinucléaires dans la région dans le prolongement des secousses de Mai-1968.

Le premier chapitre dresse l'inventaire et les formes de l'émergence politique des « antinucléaires » contre la volonté d'EDF et de l'État d'édifier une centrale qui a initialement reçu l'accord dans les premiers mois de 1975 de la quasi-totalité des élus des trois conseils généraux de Basse-Bretagne (abstention du Ps dans celui du Finistère mais pas pour une opposition de principe), du conseil régional (36 pour, une abstention) mais sous réserve des études d'impact, et du conseil économique et social. Dans ces deux assemblées, en septembre, le groupe du Ps refuse de prendre part au vote, amorçant un tournant, l'unique élu du PCF votant contre en proposant la construction d'une usine marémotrice dans la baie du Mont-Saint-Michel. Soulignons que, contrairement à ce qu'écrit l'auteur, en janvier 1975 le conseil général des Côtes-du-Nord n'est pas encore « à majorité socialiste » (p. 29) : il est toujours présidé par le centriste René Pleven, ancien ministre de la Justice de Georges Pompidou jusqu'en 1973. Pourtant, sauf à Erdeven (Morbihan) au début, les élus locaux des sites concernés sont plus réservés, voire hostiles, souvent moins par opposition à une centrale que parce qu'ils n'ont pas été associés à une décision venue d'en haut et perçue comme « une atteinte à la démocratie ». Pourtant, assez rapidement, sans doute sensibles aux inquiétudes de leurs administrés et à la mobilisation qui démarre timidement sur le terrain, ces élus municipaux vont s'opposer à l'EDF dans les aires des cinq sites retenus en 1974-1975 : Erdeven, puis dans le Finistère Guimaëc, Porsmoguer près du Conquet, Tréguennec près d'Audierne et enfin Plogoff. Jean-Marie Kerloc'h, maire Ps de Plogoff, retraité de la Marine nationale, va incarner cette opposition institutionnelle en prenant dès 1976 la présidence du comité de défense lors des premiers sondages de terrain effectués sur sa commune. L'incompréhension initiale entre des décideurs sûrs d'eux-mêmes et la population bretonne va peser lourd.

Très peu nombreux au départ à Erdeven (une dizaine de personnes mais deux ou trois leaders déjà dotés « d'un capital militant »), les opposants s'organisent. La sociologie de la « minorité active » donne sans surprise une composition masculine (76 % d'hommes), jeune (78 % de moins de 35 ans) et « dotée d'un fort capital culturel » (57,5 % de professions intellectuelles), mais aussi 15 % de jeunes agriculteurs, déjà formés dans l'aile gauche du syndicalisme agricole (FDSEA) en particulier dans le Léon (Porsmoguer), et 11 % de femmes au foyer, parfois inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. L'auteur étudie la composition et les motifs hétérogènes des acteurs de ce combat, des ostréiculteurs de la rivière d'Étel aux professionnels de la pêche et du tourisme craignant les retombées négatives d'une centrale, mais aussi des marins retraités craignant pour leur quiétude avec l'afflux sur les chantiers

de milliers de travailleurs immigrés, raison souvent invoquée sur le moment. Plusieurs facteurs se combinent pour initier la mobilisation : de « l'effet Nimby » (la défense de son territoire selon les politologues) au sentiment d'être méprisé par les décideurs, ce qui génère une perception identitaire importante en Basse-Bretagne, mais ignorée des ministres comme des ingénieurs d'EDF. À cela s'ajoute la souplesse de l'organisation des noyaux antinucléaires créant des associations loi 1901. Le premier comité régional d'information nucléaire (CRIN), créé à Erdeven en décembre 1974, est suivi d'une soixantaine de comités locaux (CLIN) en Bretagne en 1975-1976. Centrés sur leur territoire, ces CLIN fonctionnent en réseau, échangent des informations techniques et scientifiques au niveau national, mobilisent rapidement leurs sympathisants pour une action et se prêtent main forte quand un site à été abandonné au profit d'un autre, en l'occurrence Plogoff à partir de la fin 1978. Dès Pâques 1975, le CRIN d'Erdeven parvient à rassembler 15 000 personnes lors d'une fête. En 1976, des partis d'extrême-gauche embrayent sur un mouvement écologiste à vocation politique mais peu organisé : PSU, LCR, puis UDB en 1978 quand un collectif antinucléaire breton se met en place avec des associations et des groupes écologistes locaux. Au niveau national, le 3 juin 1979, jour des premières élections au Parlement européen, est choisi pour organiser des marches lors d'une journée antinucléaire européenne.

Le second chapitre et le troisième analysent comment le premier « travail militant » consiste à apprendre et à interpréter « l'énergie nucléaire », puis à diffuser le message. Pour convaincre les citoyens de la justesse du combat, il faut d'abord leur expliquer la dangerosité de l'atome civil, préalable à toute mobilisation d'envergure. Il faut donc se renseigner et se former en recourant aux sources disponibles, à l'appui de scientifiques engagés contre l'atome (Pierre Samuel et le GSIEN), à l'apport des militants de la CFDT du secteur de l'énergie et aux contradictions internes à l'EDF (des partisans d'autres technologies). Cette autoformation scientifique minimale est souvent difficile, mais localement des ingénieurs et des cadres en retraite s'y attèlent pour appuyer de jeunes militants aux cheveux longs, alors que les pêcheurs du sud-Finistère apportent leurs connaissances pratiques du milieu marin.

À côté du sérieux de cette démarche, une contestation plus politique se déploie : on dénonce la stratégie du complot et du secret des autorités et la « propagande d'EDF » qui s'est lancée dans de vastes opérations de communication, ce qui risquerait, selon les opposants, de déboucher sur un « fascisme rampant ». On va même jusqu'à mettre en cause « une industrie luciférienne et morbide » à l'instar de *Charlie Hebdo* en avril 1975, des Amis de la Terre ou des caricatures des feuilles antinucléaires locales. Contre les intérêts du capitalisme, les opposants affirment défendre « la qualité de la vie », les plus beaux sites littoraux comme la pointe du Raz tout en réactivant le sentiment identitaire breton. L'une des banderoles d'une manifestation ne proclame-t-elle pas : « Bretons : en 14 chair à canon, en 1978 chair à neutrons » ? Les militants veulent se présenter en contre-experts de l'énergie

atomique, exploitant parfois les peurs liées à l'atome et mettant en cause la sûreté des centrales. Soutenus par des scientifiques connus comme le vulcanologue Haroun Tazieff, ils soulignent les risques sismiques et développent en 1979 une controverse sur « les fissures » de certaines pièces de réacteurs révélées par les syndicats, ou les conséquences écologiques du réchauffement de la mer occasionné par les rejets. Il faut dire que le mouvement écologiste naissant est bien aidé en Bretagne par la gigantesque marée noire de l'*Amoco Cadiz* en mars 1978, puis par l'accident de la centrale nucléaire de *Three Mile Island* aux États-Unis d'Amérique en 1979. Certaines forces politiques engagées dans la lutte avancent des propositions alternatives comme le plan Alter Breton du PSU proposant de développer les énergies renouvelables.

L'auteur dresse une typologie des réunions publiques d'information des CLIN, souvent animées par des enseignants habitués à prendre la parole, avec parfois l'appel à des scientifiques connus. Mais des innovations et des créations apparaissent comme le spectacle du *clown atomique* Kergrist, acteur professionnel né dans le Centre-Bretagne, joué un millier de fois en France ainsi que des spectacles militants (pièce de théâtre du CLIN de Porsmoguer : *La case de l'Oncle Atome*). L'humour et la dérision sont des armes mises au service du combat antinucléaire soutenu par ailleurs dans les très nombreuses fêtes et *festoù noz* et les chanteurs bretons engagés très actifs dans les années 1970 (Glenmor, Stivell, Servat...). Les responsables apprennent à développer « des relations médiatiques » avec ce que l'auteur appelle des « associés-rivaux », principalement la presse quotidienne régionale. Ils savent jouer de la forte concurrence en Basse-Bretagne entre *Le Télégramme* et *Ouest-France*, bénéficiant parfois de l'empathie de jeunes journalistes. Les militants créent leurs propres médias (tracts, autocollants, affiches...) et peuvent bénéficier du relais tardif d'une presse amie comme l'éphémère hebdomadaire *Le Canard de Nantes à Brest* (1978-1982) ou la revue mensuelle *Oxygène de Bretagne* (1979-1985). Mais leur tirage et leur diffusion ne dépassent guère les cercles avertis déjà politisés. Des comités ont leur propre publication : *À tous Crins* à Erdeven et *Nuklee ?* à Landerneau. Les mobilisations sont l'occasion de développer un cinéma militant dit « d'intervention » (films réalisés par des syndicalistes, courts métrages tournés par des étudiants). À cet égard, la plus importante réalisation sur Plogoff est le film de Nicole et Félix Le Garrec *Des pierres contre des fusils*, bien accueilli par la presse, qui parvient à être diffusé dans le réseau Art et essai.

Gilles Simon consacre son chapitre 4 à « l'apprentissage du rassemblement nucléaire » posant la question de « la maîtrise de la pratique de la manifestation de rue », un mode d'expression qui n'est pas si nouveau que cela dans la deuxième moitié des années 1970. Pour certains, organisateurs et participants, cet apprentissage remonte au moins aux années 1967-1968 et suivantes. Il passe en revue ces manifestations dont « les barrages » de routes à Plogoff en juin 1976 qui reprennent en fait des pratiques rodées par les agriculteurs de Basse-Bretagne dans les années 1960.

Un tournant serait constitué par la grande manifestation de Brest le 23 septembre 1978 (avec des dérapages violents en fin de parcours), puis celle de Quimper du 18 novembre, fortement encadrée par les organisateurs en accord avec les autorités pour empêcher les violences. Ce n'est sans doute pas seulement une question d'apprentissage mais de mémoire : il aurait fallu rappeler la violente manifestation paysanne de Quimper du 2 octobre 1967, événement précisé dans un autre chapitre. En revanche, dans le Cap-Sizun, les opposants inventent en septembre 1978 des marches avec leurs élus dans la lande sur le site retenu, en s'inspirant des rituels anciens mais toujours vivants des pardons bretons et autres troménies. Ils sont plusieurs milliers à défiler le 3 juin 1979 et 20 000 le 3 février 1980 contre l'enquête d'utilité publique. Inscrits dans la culture soixante-huitarde, les manifestants mobilisent les signes d'un combat symbolique tout en organisant de grandes fêtes conçues comme autant de moments pédagogiques (Pâques 1975 à Erdeven, 13 juillet 1975 et mars 1980 dans le Cap-Sizun, juillet 1976 à Porsmoguer...). L'apogée se tient à la baie des Trépassés à la Pentecôte 1980 : les 24 et 25 mai, de 40 000 (autorités) à 150 000 personnes ont fait le déplacement, parfois pour écouter des groupes et des vedettes connues comme Higelin. Un millier de bénévoles a pris en charge ce rassemblement qui est un succès financier mais au risque de remplacer l'objectif de mobilisation par le goût de la fête, comme le note Gilles Simon. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure les fondateurs du festival des Vieilles Charrues à Carhaix se sont inspirés de cet exemple réussi.

Ces grands rassemblements s'appuient sur d'autres luttes de même nature dans d'autres régions du pays. Il n'est donc pas étonnant que s'établissent des relations avec « d'autres aires de mobilisation ». En créant un groupement foncier agricole (CFA) dont les parts peuvent être achetées par de nombreux particuliers rendant leur expropriation plus compliquée, d'abord à Porsmoguer puis à Plogoff (5 731 parts en 1980), et en ouvrant une bergerie sur le site, les militants s'inspirent du Larzac.

Dans le chapitre 5, Gilles Simon essaie de délimiter les frontières d'une mobilisation qui se dit « apolitique » pour mieux rassembler. Il s'intéresse d'abord à l'impact électoral (municipales de 1977, législatives de 1978, cantonales de 1979). Les maires de droite, hostiles à la centrale, sont réélus dans le Léon alors que des opposants « modérés » et « écologistes » sont élus à Erdeven contre le maire et conseiller général de Belz qui avait défendu le projet. C'est aussi le cas d'un conseiller général centriste (CDS) à Pont-Croix, mais les partis de gauche engagés dans le conflit (le PS et le PCF dans le Cap-Sizun) n'en profitent pas électoralement. L'auteur analyse les tensions internes des CLIN en montrant le décalage entre les jeunes écologistes souvent politisés et la population locale. En outre, les écologistes politiques partisans de la non-violence sont parfois débordés par des manifestants cherchant à en découdre avec les gendarmes mobiles au cours des affrontements quasi-quotidiens avec des femmes, des agriculteurs, des marins plogoffites lors de l'enquête d'utilité publique à Plogoff au début de 1980. Cette période de très fortes

tensions est précisément analysée dans le chapitre 6. Néanmoins, tout au long de cette opposition des médiateurs tentent de maintenir le dialogue (responsables militants, député RPR du Léon pour Porsmoguer, Ps dont le député Louis Le Pensec dans le Cap-Sizun). De son côté, l'EDF s'efforce de convaincre (par des voyages d'études et des avantages pour leur commune) des élus initialement hostiles avec quelque succès comme dans le cas de Michel Mazéas, le maire PCF de Douarnenez en 1980. Quand le choix du site de Plogoff est définitivement arrêté en septembre 1978, le conseil régional de Bretagne ratifie ce choix selon un clivage droite-gauche très net (44 pour, 21 contre, 5 abstentions). La situation est identique au conseil général du Finistère. Les opposants peuvent parfois recevoir le renfort de supporters non sollicités mais encombrants (naturistes à Erdeven, attentats du FLB-ARB).

Mais parmi les opposants de la première heure à la centrale, certains doutent ou changent de camp à la fin 1979. Le maire de Plogoff serait prêt à discuter, ce qui provoque une crise et son départ de la présidence du comité de défense. Mais ensuite, il participe à toutes les mobilisations pendant l'enquête d'utilité publique. Le revirement le plus spectaculaire vient de la fédération du PCF du sud-Finistère qui, s'alignant en février 1980 sur la direction nationale du parti, décide d'accepter la centrale par « un oui de lutte » perçu comme une « trahison » par de nombreux militants très engagés dans ce combat. L'hémorragie est terrible : la section de Plogoff passe de 80 à 25 militants.

Tout au long des six semaines de l'enquête d'utilité publique, du 31 janvier à la mi-mars 1980, les temps forts de la mobilisation de la population passent par les « messes » de 17 h, les rassemblements avec des affrontements plus ou moins violents avec les gendarmes mobiles qui accompagnent le repli chaque soir des « mairies annexes » vers Pont-Croix où les gendarmes sont logés et perçus comme des « occupants ». Gilles Simon analyse toutes les formes d'expression – des femmes aux anciens combattants décorés – en insistant sur une relative maîtrise de l'usage de la violence dans les deux camps mais aussi sur le rôle des femmes, notamment de marins habituées à prendre des responsabilités quand les maris sont en mer. Annie Carval devient présidente du comité de défense à la suite de la démission du maire appuyée par la première adjointe Amélie Kerloc'h (ex-militante communiste) qui devient maire de Plogoff en octobre 1980. Plusieurs identités – capiste (territoriale), religieuse, féminine – se combinent comme support d'une détermination qui impressionne l'opinion publique par le relais des médias nationaux, non sans produire quelques clichés sur l'ethno-type du Breton « primitif, entêté et rebelle » (p. 297-301).

En effet, durant cette période, Plogoff devient « Plogoff », c'est-à-dire « un problème national » emblématique d'un combat antinucléaire qui déborde les cercles militants sensibilisés à la question (chapitre 7). Les journalistes ont contribué à cette « nationalisation » du conflit « d'un village breton » (vite assimilé à celui

d'Astérix), perçu encore comme local ou au mieux régional, en mettant l'accent sur le rôle de personnalités fortes dont « le berger » Alain-Pierre Condette. L'image (photos, films) et le « feuilleton » quotidien ont contribué à la mise en récit. Certains journalistes, de la presse régionale et de la presse militante, vont même jusqu'à conseiller ou soutenir cette mobilisation, en publiant des ouvrages. Plogoff amalgame de nombreux soutiens dans ce que l'auteur appelle « une fluidité sociale » qui révèle aussi une certaine ambiguïté d'un mouvement aux motivations les plus variées. Mais la répression de l'État, les poursuites judiciaires et les condamnations de trois opposants de la commune déplacent l'attention vers Quimper. Les procès mobilisent des avocats militants connus et plusieurs manifestations de rue. Ce qui est perçu comme une « atteinte à la démocratie » provoque des réactions de l'opinion d'autant plus que Plogoff amplifie « la réactivation identitaire bretonne » en plein essor depuis Mai-1968. Cette dimension démocratique permet au Ps, à l'approche de l'élection présidentielle de 1981, de s'engouffrer dans la brèche pour dénoncer le giscardisme autoritaire. Certes la fédération finistéenne du Ps avait nettement pris position dès 1976, mais l'enquête de 1980, avec la venue à Plogoff du responsable national Paul Quilès, va faire de ce parti « un support institutionnel » des opposants.

Pourtant, la victoire n'était nullement acquise (chapitre 8) : l'enquête d'utilité publique a rendu un rapport favorable validé par le Conseil d'État à la fin 1980. L'EDF pouvait donc continuer son travail de sape en achetant des terrains. Les opposants sont alors gagnés par la lassitude, ce qui provoque des tensions internes (conflit au sein du GFA), mais aussi la création d'un comité de vigilance et la tentation d'un durcissement de l'action avec des opérations commandos (occupation de mairies d'élus favorables et des locaux d'EDF). Les fractures au sein de la population s'aggravent : on stigmatise les « Silencieux », les partisans de la centrale ; on s'en prend violemment aux responsables communistes qui ont changé de bord (6-7 février 1981), lesquels dénoncent « des bandes aux méthodes fascistes » ; et on évoque même d'éventuels coups de force contre les travaux. Finalement, le dénouement du conflit vient du Ps qui a actualisé ses positions en proposant de geler le programme nucléaire français (achèvement des centrales en cours, gel ou suppression de certains sites retenus dont celui de Plogoff). Le suréquipement nucléaire programmé autorise un projet qui préserve l'avenir. La fédération Ps du Finistère a pesé sur cette décision que le candidat Mitterrand a su habilement présenter durant sa campagne électorale (promesse d'abandon de Plogoff lors de son meeting à Brest). Le 10 mai 1981, il obtient 68 % des voix à Plogoff et, en juin, Jean Peuziat (Ps) prend (avec 54 %) le siège de la circonscription de Douarnenez au RPR sortant Guy Guerneur qui avait été élu en 1973 et 1978 avec près de 60 % des voix. Le 28 juin 1981, 30 000 personnes se retrouvent à la baie des Trépassés pour la « fête de la victoire ». Une page se tourne pour plus d'une décennie de mouvements sociaux et culturels en Bretagne.

Formaté avec les concepts de la science politique et de la sociologie, le *Plogoff* de Gilles Simon est une somme qui apporte une importante contribution à notre

connaissance de l'histoire très contemporaine de la Bretagne, à celle du mouvement antinucléaire français et des dynamiques sociales et politiques. Un regret toutefois à la lecture de cette belle étude : c'est de ne pas avoir assez souligné le basculement ou la reconversion du militantisme des luttes sociales (grandes grèves des années 1965-1976) vers le combat antinucléaire comme Vincent Porhel l'avait fait dans sa thèse et dans son livre *Ouvriers bretons* publié par les Presses universitaires de Rennes en 2008 (cité seulement au détour d'une note, p. 182). Le dernier chapitre portait sur « la construction de nouvelles représentations » à la faveur du conflit de Plogoff.

Christian BOUGEARD

Tudi KERNALEGENN, François PRIGENT, Gilles RICHARD, Jacqueline SAINCLIVIER (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire 2009, 374 p.

Publié 50 ans, ou presque, après la naissance du PSU, en avril 1960, cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu à Rennes en septembre 2008, enrichit avec bonheur la bibliographie disponible sur cette formation politique dont l'audience électorale relative n'a jamais dissimulé l'importance en tant que laboratoires d'idées et de pratiques militantes à un moment où la gauche française se débattait entre une SFIO compromise dans la guerre d'Algérie et un PCF toujours profondément marqué par son ancrage stalinien.

Regroupant de multiples contributions, organisées en trois parties, l'ouvrage permet d'avoir une vision d'ensemble, à défaut d'être exhaustive, du PSU même si l'accent est très nettement mis sur la période 1960-1972 où son influence est la plus perceptible sur la scène politique. Les organisateurs du colloque se sont ainsi employés à tenter de restituer la diversité d'un parti dont Tudi Kernalegenn et François Prigent, dans une introduction éclairante, nous rappellent qu'elle a constitué sa dimension première. Cette diversité renvoie en premier lieu à l'agrégat des générations et des milieux militants qu'il a pu réunir au cours d'une histoire particulièrement mouvementée. Pour rendre compte de cette diversité, le choix d'une histoire vue d'en bas, à l'échelon local et régional, s'est imposé afin de mieux interroger l'action et l'identité du PSU dans le jeu de territoires politiques spécifiques.

La première partie, la plus cohérente, s'attache ainsi à étudier le PSU en Bretagne, dans une région où il a occupé une place spécifique exceptionnelle dans le courant socialiste et où il a contribué à forger ses succès ultérieurs. Nulle part ailleurs, à cette échelle, les anciens du PSU n'ont tenu une place aussi importante dans le Ps nous dit ainsi Gilles Morin dans sa contribution. Pour autant, la situation du PSU en Bretagne révèle de profondes disparités d'implantation. Les deux puissantes